

POUR LES SALAIRES, LES EMPLOIS ET LE SERVICE PUBLIC...

Suite aux journées de grève des 18 octobre et 20 novembre 2007, le gouvernement propose :

des négociation annuelles sur les salaires seraient instituées,

la valeur du point fait partie de la négociation salariale,

les primes et indemnités ne seront plus intégrées au calcul sur le maintien du pouvoir d'achat,

des mesures partielles et individuelles sur la grille indiciaire seraient envisagées.

Mais, l'essentiel n'a toujours pas été pris en compte par le gouvernement. C'est la raison pour laquelle les fédérations de fonctionnaires CFDT, CFTC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA ont claqué la porte, suite au rendez vous avec le secrétaire d'Etat à la Fonction Publique A. Santini le 14 janvier. Elles appellent donc à un mouvement de grève et de manifestations le jeudi 24 janvier.

Salaires et pouvoir d'achat ? Aucune mesure !

La valeur du point d'indice est en retrait de plus de 6% par rapport au coût de la vie. Le gouvernement exclut toute augmentation du point d'indice au moins égale à l'inflation ! Les années antérieures de perte du pouvoir d'achat passent aux pertes et profits !

Exigeons l'augmentation du point d'indice et la refonte globale de la grille indiciaire.

Les retraites ? 41 annuités pour tous... Puis 42, 43...!

Le gouvernement prépare dès 2008 le passage à 41 annuités pour tous.

Exigeons le retour aux 37,5 annuités à taux plein pour tous public/privé.

Emplois et conditions de travail ? Réduction massive des effectifs !

Tout indique, au regard des mesures prises dans la Fonction publique, et particulièrement au sein du Ministère de la Culture, que le seul objectif est de réduire massivement le nombre d'agents dans les services publics. Contre vents et marées, le gouvernement s'en tient à ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Ce dogmatisme « comptable », le fameux « faire mieux avec moins » se fait au mépris des conditions de travail et de la qualité du service rendu à la population.

Exigeons la création d'emplois publics statutaires à la hauteur des moyens nécessaires pour que le service public réponde au mieux à ses missions et aux besoins de la population.

Avenir du service public culturel ? RGPP !

Les annonces faites par le Président de la République au conseil de modernisation des politiques publiques le 12 décembre 2007 portent un coup fatal au Ministère de la Culture tel qu'il a été conçu depuis sa création. La RGPP, c'est la remise en cause de ses missions, de ses structures et de ses emplois.

Exigeons l'arrêt de la liquidation du Ministère de la Culture, instrument indispensable à la population qui doit notamment

répondre aux objectifs : démocratiser la culture, la rendre accessible à tous et favoriser la création.

C'est pourquoi nous appelons tous les agents du Ministère de la Culture à faire grève le jeudi 24 janvier 2008, à se réunir en assemblées générales sur leurs lieux de travail, à débattre des modalités de lutte pour l'avenir et à participer massivement aux manifestations organisées dans toutes les régions ce jour-là.

Paris, le 17 janvier 2008